

Démocratie et capitalisme, le divorce?

Benjamin Caraco et Nonfiction | Economie | Monde | Histoire | 26.10.2014 - 14 h 00

| mis à jour le 26.10.2014 à 14 h 01



Euro (<https://flic.kr/p/9VE5UJ>) / Images Money via FlickrCC (<https://creativecommons.org/licenses/by/2.0/>)



Une analyse fine des tensions entre démocratie et capitalisme, qui néglige toutefois le facteur environnemental.



Du temps acheté: La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique
Wolfgang Streeck

ACHETER ([HTTP://AMZN.TO/1NCNWLY](http://amzn.to/1ncnwly))



Par **Benjamin Caraco**

Sa bio (</source/81361/benjamin-caraco>), ses 8 articles (</source/81361/benjamin-caraco>)

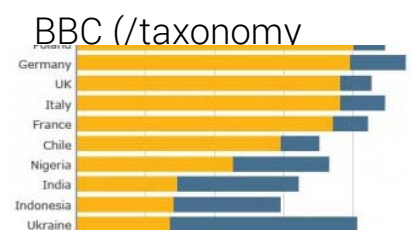
nonfiction.

Par **Nonfiction**

Le portail des livres et des idées

Sa bio (</source/87997/nonfiction>), ses 78 articles (</source/87997/nonfiction>)

+ de



Les Français sont les plus méfiants envers le capitalisme

(</story/12767/les-francais-sont-les-plus-meifiants-envers-le-capitalisme>)

par Slate.fr (</source/slatefr>)



Le capitalisme a souvent été présenté comme le seul régime économique propice à l'essor de la démocratie. Toutefois, même s'il s'agissait d'un extrême, l'exemple chilien sous la dictature du général Pinochet a démontré qu'il pouvait en aller autrement. Ces dernières années, les politiques sociales et économiques imposées par la Troïka et/ou le Fond Monétaire International aux pays parfois désignés sous l'acronyme «PIGS» (pour Portugal, Irlande, Grèce et Espagne.) ont remis en cause la souveraineté populaire alors que des gouvernements technocratiques ont même été nommés sans majorité comme en Italie avec Mario Monti. Dans l'essai *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, le professeur de sociologie allemand Wolfgang Streeck se penche sur les relations désormais très conflictuelles entre capitalisme et démocratie^[1].

Le livre a été rédigé à l'occasion des «conférences Adorno», ce qui explique les nombreuses références à l'un des principaux animateurs de l'École de Francfort (http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cole_de_Francfort) et le présumé pessimiste du propos: les crises ne finissent pas toujours bien. Streeck confronte son analyse de la crise financière et fiscale de nos démocraties contemporaines aux théories de la crise développées à la charnière des années 1960-1970 par l'École de Francfort. Paradoxalement, dans les critiques de l'époque, le capitalisme n'était pas remis en cause en termes de

Le capitalisme hors la loi, à réformer d'urgence

(/story/44361/capitalisme-hors-la-loi-marc-roche)

par Marie-Laure Cittanova (/source/marie-laure-cittanova-0)



Les révolutions populaires n'aboutissent pas toujours à la démocratie. Loin de là

(/life/85153/revolutions-populaires-pas-toujours-democratie)

par Camille Jourdan (/source/84107/camille-jourdan)

fonctionnement mais en termes d'acceptation comme système social: sa bonne marche semblait acquise, restait seulement à résoudre la question de sa légitimité... Streeck se penche au contraire sur la logique du capitalisme et ses impasses. L'idée qui traverse l'ouvrage est simple: le capitalisme, en crise structurelle depuis la sortie des Trente Glorieuses, a retardé son implosion grâce à la financiarisation de nos économies. Les solutions adoptées sont temporaires et fragiles: une dialectique s'installe, chaque remède adopté se transforme progressivement en problème en moins de dix ans.

Inflation, dette publique et dette privée

L'histoire n'est pas neuve; la crise actuelle trouverait ses racines dans un processus ayant débuté dès les années 1970. Un triple mouvement était alors à l'œuvre: la révolte du capitalisme contre l'économie keynésienne, l'expansion des marchés du travail et des biens. Le développement de la consommation a permis d'emporter l'adhésion des populations au projet de société néolibéral, par ailleurs fortement soutenu par les politiques publiques en dépit des apparences. Celles-ci sont intervenues d'abord par l'inflation, c'est-à-dire une création monétaire généreuse, puis par la dette publique en laissant courir les déficits, et enfin par la dette privée, en facilitant l'accès au crédit, notamment immobilier. Les gouvernements ont ainsi retardé le divorce entre démocratie et capitalisme et les tensions qui en découleraient. Pour Streeck, nous assisterions en toute vraisemblance à la fin du mariage arrangé entre démocratie et capitalisme scellé à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les trois crises actuelles seraient autant de reflets des solutions temporaires mises en place pour relancer la croissance: crise bancaire, crise fiscale et crise de l'économie dite «réelle». Les trois sont évidemment interdépendantes sur bien des points, ce qui complique la mise en place de solutions aussi bien sur le court que le long terme. Pour Streeck, la crise actuelle relève avant tout

(L de la crise de confiance d'un capital qui cherche à s'émanciper de ses obligations vis-à-vis du travail, et cela depuis les années 1970: «Economic crises in capitalism result from crises of confidence on the part of capital; they are not technical disturbances but *legitimation crises of a special kind*.» (p. 23) Comme dans un mauvais roman d'Ayn Rand (romancière américaine, Ayn Rand est vénérée des ultra-libéraux, notamment pour son livre *La Grève* qui dénonce violemment les politiques «socialistes» de son temps.), la grève de l'investissement de la part du capital a conduit à une combinaison d'inflation et de chômage qui aurait eu pour but d'adoucir les travailleurs rendus trop gourmands par le plein emploi et qui rongeraient en conséquence la part dévolue aux profits.

Autrement dit, depuis les années 1970, l'on assiste à une reconversion de l'économie au profit du capital, aidée en cela par des pouvoirs publics qui ont retardé une possible confrontation entre capital et travail. L'inflation, la dette publique puis privée («Privatized Keynesianism» pour reprendre le mot de Colin Crouch) ont permis de continuer à contenter le travail tout en augmentant la part du capital en l'absence d'une croissance aussi forte que durant les décennies précédentes. Ces solutions ont constitué des formes d'avances sur salaire, ou plutôt sur croissance, jamais engrangées faute d'une augmentation suffisante du PIB. Elles ont permis de maintenir l'ordre social à l'aide de montages économiques successifs avant leur effondrement: «The current triple crisis results from a breakdown of the debt pyramid consisting of promises of growth that capitalism has for some time no longer been able to deliver» (p. 39). A l'issue de ce processus, le capital se retrouve émancipé non pas des gouvernements, bien souvent à son service, mais du contrôle démocratique. Les citoyens finiront-ils en effet par considérer la loi du marché comme la seule forme de justice?

Citoyens versus actionnaires

La théorie économique néoclassique considère habituellement que les niveaux d'endettement des États résultent des demandes inconsidérées de leurs citoyens.

Entre temps, le sauvetage des banques dans de nombreux pays aura prouvé qu'ils n'étaient vraisemblablement pas les seuls responsables. Sur la longue durée, il est aussi possible d'observer une corrélation entre augmentation de la dette publique et pénétration des théories néolibérales, encouragée en cela par un désintérêt croissant des citoyens comme en témoignent les taux d'abstention élevés lors des élections.

Le conflit entre justice sociale et justice du marché s'est attisé: la première perturberait la seconde en redistribuant les résultats des répartitions issues du libre jeu du marché. Aussi, la crise actuelle des finances de l'État n'aurait pas été tant causée par un excès de dépenses mais plutôt par une insuffisance de recette comme dans les années 1920... L'État semble devenu impuissant à prélever des impôts sur les plus fortunés de ses administrés, ces derniers exploitant au maximum les échappatoires offerts par la mondialisation.

En conséquence, l'État finance davantage ses dépenses par l'emprunt que par l'impôt. Un tel mode de financement convient doublement aux classes possédantes puisqu'il leur permet, outre d'être moins imposées, de placer de façon sûre leur capital tout en contrôlant de façon quasi censitaire la politique des États. Les détenteurs de dettes nationales deviennent en effet de véritables actionnaires de ceux-ci: ils se constituent alors en une force de contrôle à égalité avec les électeurs, que Streeck désigne comme des *Marktvolk* à opposer au *Staatsvolk* (p. 80), actionnaires contre citoyens. Les gouvernements se retrouvent alors au milieu des tensions entre les intérêts des deux entités. La prise de décision quitte la sphère purement politique pour se jouer davantage dans la cour de la diplomatie financière, ce qui ne va pas sans engendrer une grande confusion autour d'enjeux difficiles à comprendre pour les citoyens.

L'Euro: cheval de Troie de la néo-libéralisation?

Dans un développement faisant écho au *Viol d'Europe de*

(/ Robert Salais (http://www.nonfiction.fr/article-6792-le_devoiemnt_de_lidee_deurope.htm), Streeck envisage une nouvelle forme d'État européen dédié à la «consolidation fiscale». Streeck lit les conséquences de l'union monétaire à l'aune d'un article prophétique de l'économiste autrichien Hayek, écrit en 1939, qui établissait une relation entre fédération et libéralisation. Le projet européen a en effet servi de véhicule au néo-libéralisme. Les gouvernements nationaux ne se sont pas privés d'avoir recours au prétexte des politiques européennes pour libéraliser dans leurs pays, soutenus en cela par la Commission mais aussi par les décisions de la Cour de Justice. L'Euro ne serait que l'aboutissement du processus. L'Euro prive en effet les États de la seule arme qui leur resterait contre les exigences du marché: la dévaluation.

Privatisation de services publics, limitation de droits sociaux (notamment de retraite) et réduction drastique de ses moyens d'action: l'État a consenti à réduire son périmètre d'intervention, laissant une partie de ses citoyens sur le bas-côté de la route, ce qui n'a pas été sans effet en termes de participation électorale. Les politiques de dérégulation sont bien adaptées à la crise puisqu'elles ne coûtent rien et que leurs effets doivent normalement se faire sentir sur le long terme. Et lorsque ce n'est pas le cas, il est toujours possible de dire que la dose n'a pas été assez forte...

A partir d'une analyse des politiques publiques de redistribution européenne (aides régionales pour le Sud de l'Italie ou pour la ex-RDA), Streeck se montre très pessimiste sur les chances de réussite des politiques imposées par la Troïka, même accompagnées d'un soutien financier important, dont l'Union européenne –c'est-à-dire l'Allemagne et quelques pays du Nord– n'a en fait pas les moyens. Sans compter qu'aider par exemple l'État grec revient surtout à secourir ses créanciers ou ses citoyens les plus fortunés, non soumis à l'impôt –en premier lieu, les armateurs et l'Église orthodoxe, l'une des premières propriétaires foncières du pays.

(L) Les capacités de résistance démocratique s'amenuisent alors sous le coup de ces politiques d'austérité, conduisant à une impasse décrite avec désespoir par Streeck: «If democratically organized populations can behave responsibly only by giving up the use of their national sovereignty, and by limiting themselves for generations to keeping their creditors happy, then it might seem more responsible to try behaving irresponsibly. If being rational means accepting as self-evident that the demands of the markets on society must be met, at the expense of a majority who have nothing to show but losses after decades of neoliberal market expansion, then indeed irrationality may be the only remaining form of rationality.» (p. 160) Il est désormais exigé des populations de croire à l'absurde. La démocratie finit par rendre des comptes d'abord aux marchés avant de se préoccuper de ses citoyens...

La dévaluation comme première étape à un réencastrement de l'économie?

Dans son chapitre conclusif, Streeck déclare la démocratie désormais incompatible avec le capitalisme: si la croissance venait un jour à revenir, dans les conditions actuelles, elle ne bénéficierait qu'aux plus riches et se fonderait sur un recours à la dette comme la croissance américaine des années 1990. Il faut désormais choisir entre l'acceptation pure et simple de la justice du marché comme seule faisant foi ou un rappel musclé à une autre forme de justice. La démocratie doit arriver à «ré-encadrer l'économie dans la société» pour reprendre les termes de Karl Polanyi. Cela n'ira pas sans contestations sociales importantes. Afin d'éviter ce risque, Streeck fait de la dévaluation un outil à effet immédiat permettant de donner le temps d'imaginer de nouvelles formes de régulation du capitalisme. Pour Streeck, la fin de l'Euro ou du moins son cantonnement au rôle voulu par Keynes pour le «Bancor» lors de Bretton Woods (une valeur de référence), serait un premier pas. Celui-ci irait de pair avec le rétablissement du contrôle des mouvements

de capitaux. Une nouvelle façon de gagner du temps mais cette fois-ci dans l'optique de reconstituer les forces nécessaires à une opposition réelle au projet néo-libéral.

(/

La démonstration de Streeck offre une grille de lecture puissante de l'histoire socio-économique des dernières décennies et de la crise actuelle. Elle permet de comprendre les tensions désormais à l'œuvre en démocratie illustrées notamment par les nombreux sommets de diplomatie financière qui ont jalonné la crise, toujours en cours, de l'Euro. Le sens de la formule de Streeck accompagne un propos riche en réflexions, dont les plus incisives doivent parfois être cherchées dans les notes de bas de pages. Une question majeure reste toutefois en suspens ou ignorée: le facteur environnemental qui n'est peu ou pas abordé alors qu'il explique en partie l'absence de croissance présente et à venir. Les mêmes interrogations ne risquent-elles pas de ressurgir périodiquement –comment répartir la richesse en l'absence de croissance– même après une hypothétique sortie d'une vision néolibérale du monde? La théorisation de l'économie d'un monde prenant vraiment acte de sa finitude reste à inventer. À ce titre, *La mystique de la croissance* (coll. «Champs», Flammarion, 2014) qui vient de ressortir en poche, de la sociologue Dominique Méda, tente d'apporter quelques éléments de réponse.

1 – La version française est publiée ce mois-ci par les éditions Gallimard. Nos notes de pagination et citations renvoient à l'édition en langue anglaise: *Buying Time. The Delayed Crisis of Democratic Capitalism*, Verso, Londres, 2014, traduit de l'allemand par Patrick Camiller. Retourner à l'article

Benjamin Caraco et Nonfiction

PARTAGEZ CET ARTICLE

**NOUS
RECOMMANDONS:**

AILLEURS SUR LE WEB: